

FINMA OCTROIE 950 AUTORISATIONS DE GESTIONNAIRES DE FORTUNE ET TRUSTEES AU 30 JUIN 2023

Le Conseil du GSCGI

Le 18 août 2023, la FINMA a publié la **Communication sur la surveillance 03/2023** à l'intention des gestionnaires de fortune et trustees.

Voici quelques points essentiels:

- ➔ **État du processus d'autorisation**—À fin 2022, et donc après l'expiration du délai transitoire de trois ans, la FINMA avait reçu 1 699 demandes d'autorisation. Au 30 juin 2023, elle avait reçu 50 demandes d'autorisation supplémentaires - total de 1 749 demandes.
- ➔ **Chiffres actuels**—Au 30 juin 2023, la FINMA a pu octroyer 950 autorisations, soit à 931 établissements (888 gestionnaires de fortune, 43 trustees), dont 8 établissements à la fois gestionnaires de fortune et trustees, sur les 1 699 demandes d'autorisation reçues jusqu'à la fin de l'année 2022; ainsi qu'à 10 établissements, dont un établissement à la fois gestionnaire de fortune et trustee, sur les 50 demandes d'autorisation reçues depuis le début de l'année 2023.
- ➔ **Caractéristiques de la population autorisée**—La plupart des gestionnaires de fortune et trustees autorisés sont des microentreprises constituées en sociétés anonymes et employant moins de trois postes à plein temps. Le montant total de la fortune gérée par les établissements autorisés au 30 juin 2023 s'élève à 177 milliards de francs, toutes formes juridiques confondues. Ce chiffre correspond à une médiane se situant à 61 millions de francs par établissement, avec toutefois de grandes différences d'une entité à l'autre.
- ➔ **Détails sur la priorisation des demandes d'autorisation** (page 4).
- ➔ **Mise à jour de la confirmation de statut de la demande**—Le traitement des demandes transmises vers la fin du délai transitoire prendra encore du temps.
- ➔ **Établissements n'ayant pas transmis de réponse**—À mi-mai 2023, sur le 300 établissements (qui s'étaient enregistrés en tant que gestionnaires de fortune ou trustees sur EHP mais n'avaient ni déposé une demande d'autorisation, ni annoncé leur intention d'y renoncer) contactés par la FINMA, 213 établissements y ont donné suite alors que 87 n'ont pas réagi aux courriers envoyés, malgré un rappel. Par conséquent, La division Enforcement de la FINMA procède aux clarifications nécessaires en lien avec les établissements qui n'ont pas réagi dans le délai imparti aux demandes de la FINMA et dont on peut présumer qu'ils exercent une activité de gestionnaires de fortune ou de trustee sans disposer de l'autorisation nécessaire.
- ➔ **Mesures de surveillance**—Depuis 2020, la FINMA a ouvert 393 investigations liées à un soupçon d'une activité de gestionnaire de fortune ou de trustee exercée sans droit. En outre, mi-2023 elle a déposé 38 dénonciations pénales auprès du Département fédéral des finances (DFF) en raison d'un soupçon d'activité exercée sans droit. La FINMA a par ailleurs placé 189 établissements sur sa liste d'alerte, par laquelle elle rend attentif aux établissements qui ont contrevenu à l'obligation de renseigner la FINMA et exercent sans droit.
- ➔ **Précisions quant à la Surveillance** (page 6&7).

* * *

Retrouvez le Communiqué de presse et la Communication FINMA sur la surveillance 03/2023 par ce lien:

<https://www.finma.ch/fr/news/2023/08/20230818-meldung-am-03-23-vm-trustees/>